

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 87 — 730

24 MARS 1987

Loi relative à la santé des animaux (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1. Animaux : les animaux vivants vertébrés et invertébrés de toutes espèces;
2. Produits animaux : toute matière d'origine animale transformée ou non;
3. Maladie des animaux : toute déviation pathologique de l'état anatomique ou physiologique des animaux;
4. Maladie contagieuse des animaux : toute maladie des animaux transmissible à d'autres animaux ou à l'homme;
5. Contage : toute substance contenant ou suspecte de contenir des bactéries, virus, parasites et leurs larves ou œufs, moisissures ou autres micro-organismes par laquelle une maladie des animaux peut être transmise;
6. Matière à détruire : les cadavres d'animaux et les produits animaux qui sont impropres ou qui sont déclarés impropres à la consommation humaine par décision de l'autorité;
7. Matière à traiter : les produits animaux autres que la matière à détruire, qui ne sont pas destinés à la consommation humaine;
8. Responsable : le propriétaire ou le détenteur qui exerce une gestion et une surveillance habituelles et directes sur des animaux;
9. Ministre : le Ministre qui à l'Agriculture dans ses attributions;
10. Service : le service vétérinaire du Ministère de l'Agriculture.

Art. 2. La présente loi a pour objet de lutter contre les maladies des animaux, dans le but de promouvoir la santé publique et la prospérité économique des détenteurs d'animaux.

CHAPITRE II. — Les associations et les fédérations de lutte contre les maladies des animaux

Art. 3. Le Roi détermine les conditions auxquelles les associations de lutte contre les maladies des animaux et les fédérations dans lesquelles elles sont groupées doivent satisfaire pour être agréées par le Ministre, notamment en ce qui concerne leur forme juridique, leur compétence territoriale, la composition de l'organe de direction, leur fonctionnement et leurs activités. Il peut fixer la contribution minimale des membres et les conditions de l'intervention financière de l'Etat. Il détermine le mode de la collaboration avec le Service.

Art. 4. Les associations et les fédérations de lutte contre les maladies des animaux agréées peuvent être obligées par le Ministre de participer à l'organisation de la prévention et de la lutte contre les maladies contagieuses des animaux.

(1) Sessions 1985-1986 et 1986-1987.

Sénat.

Documents. — 194. N° 1 : Projet de loi. — N° 2 : Rapport. — N°s 3 à 5 : Amendements.

Annales parlementaires. — 15 et 29 janvier 1987.

Chambre des représentants.

Documents. — 751. N° 1 : Projets transmis par le Sénat. — N° 2 : Rapport. — N° 3 : Amendements.

Annales parlementaires. — 25 et 26 février 1987.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 87 — 730

24 MAART 1987

Dierengezondheidswet (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1. Dieren : de levende gewervelde en ongewervelde dieren van welke soort ook;
2. Dierlijke produkten : elke al dan niet verwerkte materie van dierlijke oorsprong;
3. Dierenziekte : elke pathologische verstoring van de anatomische of fysiologische toestand van dieren;
4. Besmettelijke dierenziekte : elke dierenziekte die overgebracht kan worden op andere dieren of op de mens;
5. Smetstof : elke stof die bacteriën, virussen, parasieten en hun larven of eieren, schimmels of andere micro-organismen bevat of verdacht is te bevatten, waardoor een dierenziekte kan worden overgedragen;
6. Deconstructiemateriaal : de dierenkrengen en de dierlijke produkten die voor het menselijk verbruik ongeschikt zijn of verklaard worden bij beslissing van de overheid;
7. Verwerkingsmateriaal : de dierlijke produkten andere dan deconstructiemateriaal die niet voor menselijk verbruik bestemd zijn;
8. Verantwoordelijke : de eigenaar of de houder die gewoonlijk over dieren een onmiddellijk beheer en toezicht uitoefent;
9. Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort;
10. Dienst : de Diergeneeskundige dienst van het Ministerie van Landbouw.

Art. 2. Deze wet heeft de bestrijding van de dierenziekten tot doel ten einde de volksgezondheid en de economische welvaart van de dierenhouders te bevorderen.

HOOFDSTUK II. — De vereniging en de verbonden tot bestrijding van dierenziekten

Art. 3. De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan de verenigingen tot bestrijding van dierenziekten en de verbonden waarin zij gegroepeerd zijn, moeten voldoen om door de Minister te worden erkend, inzonderheid wat betreft hun juridische vorm, hun territoriale bevoegdheid, de samenstelling van het bestuursorgaan, hun werking en hun handelingen. Hij kan de minimumbijdrage van de leden en de voorwaarden van de financiële staatstussenkomst vaststellen. Hij bepaalt de wijze van samenwerking met de Dienst.

Art. 4. De erkende verenigingen en verbonden tot bestrijding van dierenziekten kunnen door de Minister verplicht worden deel te nemen aan de organisatie van de voorkoming en de bestrijding van besmettelijke dierenziekten.

(1) Zittingen 1985-1986 en 1986-1987.

Senaat.

Stukken. — 194. Nr. 1 : Ontwerp van wet. — Nr. 2 : Verslag. — Nrs. 3 tot 5 : Amendementen.

Parlementaire Handelingen. — 15 en 29 januari 1987.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — 751. Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat. — Nr. 2 : Verslag. — Nr. 3 : Amendementen.

Parlementaire Handelingen. — 25 en 26 februari 1987.

Art. 5. Les associations et les fédérations de lutte contre les maladies des animaux agréées soumettent au Ministre les décisions de leurs organes de direction, dans les trente jours de leur intervention.

Le Ministre peut annuler toute décision visée à l'alinéa précédent, dans les vingt jours de sa communication soit parce que la décision est contraire à la présente loi ou à un arrêté d'exécution ou aux directives du Ministre, soit parce qu'elle est incompatible avec l'intérêt général en la matière. Avant d'arrêter sa décision, le Ministre peut prolonger le délai de vingt jours par un délai d'une même durée, afin de procéder à un examen complémentaire.

CHAPITRE III. — Mesures particulières tendant à prévenir et à lutter contre certaines maladies des animaux

Art. 6. § 1^{er}. Le Roi désigne les maladies des animaux auxquelles le présent chapitre est applicable.

§ 2. En cas de danger imminent de contamination par une maladie contagieuse, le Service peut prendre des mesures produisant effet pendant trente jours au maximum et en informe sans délai le Ministre.

Art. 7. § 1^{er}. Le Roi peut imposer dans les conditions qu'il détermine, au responsable ou aux vétérinaires la déclaration de toute apparition ou de tout symptôme d'apparition de maladies des animaux et désigner les agents de l'autorité auxquels la déclaration doit être faite.

§ 2. Le Roi peut imposer au responsable l'intervention d'un vétérinaire qui sera chargé de l'exécution des décisions prises par le Service.

§ 3. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles les vétérinaires participent à l'exécution de la présente loi.

Art. 8. Le Roi peut :

1° prendre toute mesure ayant pour but de lutter contre les maladies des animaux, de les éradiquer, ainsi que d'empêcher leur propagation, leur introduction dans le pays et leur sortie du pays;

2° interdire toutes ou certaines méthodes de lutte contre des maladies des animaux autres que celles qu'il fixe;

3° prescrire l'abattage ou la mise à mort d'un animal atteint ou contaminé d'une maladie des animaux, ou suspect d'en être atteint ou contaminé, dans le délai qu'il fixe et dans le lieu qu'il désigne, et déterminer également la destination des cadavres ou carcasses de ces animaux ou parties de ceux-ci;

4° prescrire la démolition ou la destruction, par les moyens et de la manière qu'il désigne, de bâtiments, véhicules, produits végétaux ou animaux, matières premières pour l'agriculture et l'élevage et de tous autres biens lorsque ceux-ci contaminés ou suspects d'être contaminés.

Il détermine dans quelle mesure et sous quelles conditions une indemnité peut être accordée en cas d'application des mesures visées aux 3° et 4°.

Art. 9. Le Roi peut :

1° prescrire la mise en observation, l'isolement, la séquestration ou la mise en quarantaine d'animaux atteints ou contaminés par une maladie des animaux ou suspects d'en être atteints ou contaminés, et mettre le coût de ces mesures à charge du responsable;

2° prescrire à charge du responsable le nettoyage et la désinfection de bâtiments, d'ustensiles, de moyens de transport et de tous biens qui sont porteurs ou peuvent être porteurs de maladies ou de contagies, et imposer à cet effet les produits et leur mode d'emploi;

3° interdire ou réglementer le rassemblement, la circulation et le transport d'animaux;

4° interdire ou réglementer la circulation de personnes et de biens dans une zone déterminée;

5° déterminer le mode et les conditions de prélèvement d'échantillons, déterminer les méthodes d'analyse et fixer le tarif des analyses et les conditions d'agrément de laboratoires. Il peut réserver l'exécution de certaines analyses aux seuls laboratoires qu'il désigne.

6° interdire la possession, la mise dans le commerce, la vente, l'achat, l'échange, la cession à titre gratuit ou onéreux et le transport soit d'un animal auquel un traitement interdit a été appliqué soit d'un animal auquel un traitement désigné n'a pas été appliqué ou a été appliqué d'une manière différente de celle prescrite.

Art. 5. De erkende verenigingen en verbonden tot bestrijding van dierenziekten delen de beslissingen van hun bestuursorganen, binnen dertig dagen na hun tussenkomst, aan de Minister mee.

De Minister kan elke in vorig lid bedoelde beslissing binnen twintig dagen na de kennisgeving ervan vernietigen, hetzij omdat zij strijdig is met deze wet of een uitvoeringsbesluit ervan of met de richtlijnen van de Minister, hetzij omdat zij strijdig is met het algemeen belang ter zake. Alvorens te beslissen kan de Minister de termijn van twintig dagen met een termijn van gelijke duur verlengen voor bijkomend onderzoek.

HOOFDSTUK III. — Bijzondere maatregelen ter voorkoming en ter bestrijding van bepaalde dierenziekten

Art. 6. § 1. De Koning wijst de dierenziekten aan die onder de toepassing vallen van dit hoofdstuk.

§ 2. Bij dreigend gevaar van besmetting door een besmettelijke dierenziekte kan de Dienst maatregelen treffen welke voor niet langer dan dertig dagen van kracht zijn en die hij onverwijld ter kennis van de Minister moet brengen.

Art. 7. § 1. De Koning kan onder de voorwaarden die Hij bepaalt, aan de verantwoordelijke of aan de dierenartsen de aangifte van elk uitbreken of van elk voorteken van het uitbreken van dierenziekten opleggen en de overheidspersonen aanwijzen aan wie de aangifte moet worden gedaan.

§ 2. De Koning kan aan de verantwoordelijke de tussenkomst opleggen van een dierenarts, die belast wordt met de uitvoering van door de Dienst genomen beslissingen.

§ 3. De Koning bepaalt de voorwaarden onder welke de dierenartsen medewerken aan de uitvoering van deze wet.

Art. 8. De Koning kan :

1° alle maatregelen treffen met het doel de dierenziekten te bestrijden, uit te roeien en hun verspreiding en het in of uit het land brengen ervan te verhinderen;

2° alle of sommige andere methodes van dierenziektenbestrijding dan die welke Hij vaststelt verbieden;

3° de afslachting of afmaking voorschrijven van een dier dat door een dierenziekte is aangetast of besmet of verdacht is van aantasting of besmetting binnen de termijn die Hij bepaalt en op de plaats die Hij aanwijst, alsook de bestemming van de krennen of karkassen van de dieren of delen ervan bepalen;

4° de afbraak of de vernietiging voorschrijven met de middelen en op de wijze die Hij aanduidt, van gebouwen, voertuigen, plantaardige of dierlijke producten, grondstoffen voor de landbouw en de veteelt en van alle andere goederen die besmet zijn of van besmetting verdacht zijn.

Hij bepaalt in welke mate en onder welke voorwaarden een vergoeding kan worden verleend bij toepassing van de maatregelen bedoeld onder 3° en 4°.

Art. 9. De Koning kan :

1° het onder toezicht stellen, het afzonderen, het in bewaring of in quarantaine stellen van dieren die aangetast of besmet zijn door een dierenziekte of die verdacht zijn van aantasting of besmetting, voorschrijven en de kosten van die maatregelen ten laste leggen van de verantwoordelijke;

2° ten laste van de verantwoordelijke de reiniging en de ontsmetting voorschrijven van gebouwen, gebruiksvoorwerpen, vervoermiddelen en van alle goederen die drager zijn of kunnen zijn van ziekten of smetstoffen, en daartoe de producten en de gebruikswijze ervan opleggen;

3° de verzameling, het verkeer en het vervoer van dieren verbieden of regelen;

4° het verkeer van personen en goederen binnen een aangewezen gebied verbieden of regelen;

5° de wijze en de voorwaarden van monsterneming vaststellen, de ontledingsmethoden bepalen en het tarief van de ontledingen en de voorwaarden van erkenning van laboratoria vaststellen. Hij kan de uitvoering van sommige ontledingen uitsluitend voorbehouden aan de laboratoria die Hij aanwijst.

6° het bezitten, het in de handel brengen, het verkopen, het kopen, het ruilen, het om niet of onder bezwarende titel afstaan en het vervoer verbieden, hetzij van een dier waarop een verboden behandeling is toegepast, hetzij van een dier waarop een aangeduide behandeling niet is toegepast of toegepast is op een andere dan de voorgeschreven wijze.

CHAPITRE IV. — Mesures générales
tendant à prévenir et à lutter contre les maladies des animaux

Art. 10. L'accès aux champs d'épandage de boues et d'immondices est interdit aux animaux domestiques.

Art. 11. Le Roi désigne les animaux dont il est interdit d'enfourer les cadavres ou carcasses ou parties de ceux-ci.

Il peut déterminer les conditions auxquelles doivent satisfaire les cimetières et crématoires pour l'enfouissement et la destruction des cadavres de certaines espèces d'animaux.

Art. 12. Le Roi peut définir les conditions de la collecte, du transport, du traitement et de l'utilisation auxquelles des produits animaux et végétaux qui ne sont pas impropres ou qui ne sont pas déclarés impropres à la consommation humaine doivent satisfaire pour servir à l'alimentation des animaux.

Il peut subordonner les activités des personnes effectuant des opérations visées ci-dessus à un agrément préalable, accordé par le Ministre et en fixer les conditions.

Art. 13. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, le Roi peut prescrire les conditions sanitaires de la fabrication, de l'importation, de l'exportation, du transit, de la préparation, de la vente, de la détention et du transport de la matière à traiter.

§ 2. Le Roi peut fixer les conditions auxquelles les entreprises de fabrication, de transformation ou de préparation de la matière à traiter doivent satisfaire pour être agréées par le Ministre.

Art. 14. § 1^{er}. Le Roi détermine les conditions de ramassage, de transport, d'importation, d'exportation et de traitement de la matière à détruire à l'exclusion des cadavres de certaines espèces d'animaux dont l'enfouissement n'est pas interdit en application de l'article 11.

§ 2. La matière à détruire est uniquement ramassée, transportée, importée et traitée par les usines de destruction.

§ 3. Le Roi fixe les conditions auxquelles les usines de destruction doivent satisfaire pour être agréées par le Ministre. Le Roi définit leur compétence territoriale, la durée de l'agrément qui ne peut dépasser trente ans, l'équipement technique ainsi que les conditions de commercialisation et de destination des produits obtenus par le traitement de la matière à détruire.

Il peut déterminer que le Ministre fixe le tarif de certains enlèvements ainsi que des indemnités pour certaines parties d'animaux qui sont enlevées.

§ 4. Les usines de destruction sont des entreprises d'utilité publique. Elles peuvent être réquisitionnées par les autorités publiques.

§ 5. En dérogation aux dispositions des §§ 1^{er} et 2, le Roi peut fixer les conditions de ramassage, de transport, d'importation, d'utilisation et de traitement de certaines matières à détruire par des entreprises agréées ainsi que les conditions d'agrément de ces entreprises.

Art. 15. Sans préjudice des dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, le Roi peut, en vue de la lutte contre les maladies des animaux;

1^o fixer les conditions auxquelles doivent satisfaire les animaux, les produits animaux, les végétaux et les substrats pour être mis dans le commerce, acquis, offerts en vente, exposés, détenus, transportés, vendus, cédés à titre gratuit ou onéreux, importés, exportés ou traités en transit;

2^o interdire et réglementer l'importation, l'exportation ou le transit d'animaux, de produits animaux, de végétaux et de substrats;

3^o subordonner les activités des personnes effectuant des opérations indiquées sous 1^o à un agrément préalable incessible accordé par le Ministre;

4^o fixer les conditions auxquelles sont subordonnées l'obtention et la conservation de l'agrément visé au 3^o, dont il peut fixer la durée, y compris le paiement d'une redevance et la fixation du montant de cette redevance.

Art. 16. Le Roi peut fixer les conditions auxquelles doivent répondre les locaux et les espaces en plein air où ont lieu des rassemblements d'animaux pour des expositions, marchés, foires, concours, expertises, manifestations sportives et ventes.

Il peut fixer les conditions auxquelles doivent répondre les institutions et exploitations spécialisées dans les secteurs de l'insémination artificielle ou du transfert d'embryons.

HOOFDSTUK IV. — Algemene maatregelen
ter voorkoming en bestrijding van de dierenziekten

Art. 10. Het is verboden huisdieren op vuilnisbelten toe te laten.

Art. 11. De Koning wijst de dieren aan waarvan de indeling van krengen of karkassen of delen ervan verboden is.

Hij kan de voorwaarden bepalen waaraan de begraafplaatsen en de crematoria voor de indeling en de vernietiging van de krengen van bepaalde diersoorten moeten voldoen.

Art. 12. De Koning kan de voorwaarden vaststellen van de ophaling, het vervoer, de behandeling en het gebruik waaraan dierlijke en plantaardige produkten, die voor het menselijk verbruik niet ongeschikt zijn of verklaard worden, moeten voldoen om als dierenvoeding te worden aangewend.

Hij kan de activiteiten van de personen die een van de hiervoren vermelde handelingen verrichten, onderwerpen aan een voorafgaande erkenning, verleend door de Minister, en er de voorwaarden van vaststellen.

Art. 13. § 1. Onverminderd de bepalingen van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt kan de Koning de sanitaire voorwaarden bepalen voor de vervaardiging, de invoer, de uitvoer, de doorvoer, de bereiding, de verkoop, het bezit en het vervoer van het verwerkingsmateriaal.

§ 2. De Koning kan de voorwaarden bepalen waaraan de bedrijven voor de vervaardiging, de verwerking en de bereiding van het verwerkingsmateriaal moeten voldoen om door de Minister te worden erkend.

Art. 14. § 1. De Koning stelt de voorwaarden vast voor de ophaling, het vervoer, de invoer, de uitvoer en de behandeling van destructiemateriaal uitgezonderd de krengen van bepaalde diersoorten waarvan de indeling niet wordt verboden met toepassing van artikel 11.

§ 2. Destructiemateriaal wordt uitsluitend opgehaald, vervoerd, ingevoerd door en behandeld in destructiebedrijven.

§ 3. De Koning stelt de voorwaarden vast waaraan de destructiebedrijven moeten voldoen om door de Minister te worden erkend. De Koning bepaalt hun territoriale bevoegdheid, de duur van de erkenning die dertig jaar niet mag overschrijden, hun technische uitrusting evenals de voorwaarden van verhandeling en bestemming van de produkten verkregen uit de behandeling van het destructiemateriaal.

Hij kan bepalen dat de Minister een tarief vaststelt voor sommige ophalingen, evenals de vergoedingen voor delen van dieren welke opgehaald worden.

§ 4. De destructiebedrijven zijn bedrijven van openbaar nut. Zij kunnen door de openbare overheden worden opgevoerd.

§ 5. In afwijking van de bepalingen van §§ 1 en 2, kan de Koning de voorwaarden vaststellen voor de ophaling, het vervoer, de invoer en de behandeling van bepaald destructiemateriaal door erkende bedrijven, alsmede de voorwaarden tot erkenning van deze bedrijven.

Art. 15. Onverminderd de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijprodukten kan de Koning, met het oog op de bestrijding van dierenziekten;

1^o de voorwaarden vaststellen waaraan dieren, dierlijke produkten, planten en substraten moeten voldoen om te worden in de handel gebracht, verworven, ten verkoop aangeboden, tentoongesteld, in bezit gehouden, vervoerd, verkocht, onder kosteloze of bezwarende titel afgestaan, ingevoerd, uitgevoerd of doorgevoerd;

2^o de invoer, de uitvoer of de doorvoer van dieren, dierlijke produkten, planten en substraten verbieden en reglementen;

3^o de activiteit van de personen die de onder 1^o genoemde handelingen verrichten, onderwerpen aan een voorafgaande niet overdraagbare erkenning verleend door de Minister;

4^o de voorwaarden bepalen tot het verkrijgen en behouden van de in 3^o bedoelde erkenning waarvan Hij de geldigheidsduur kan bepalen, met inbegrip van de betaling van een vergoeding en de vaststelling van het bedrag ervan;

Art. 16. De Koning kan de voorwaarden bepalen waaraan de lokalen en de open ruimten moeten voldoen waar verzamelingen van dieren voor tentoonstellingen, markten, jaarmarkten, prijskampen, keuringen, sportvertoningen en verkoop plaatsvinden.

Hij kan de voorwaarden bepalen waaraan de instellingen en bedrijven die gespecialiseerd zijn in de sectoren van de kunstmatige inseminatie of van de embryotransfer moeten voldoen.

Art. 17. Le Roi peut fixer les règlements pour l'enregistrement, pour le marquage et pour l'identification des animaux et des cheptels. Il détermine les conditions auxquelles les pièces d'identification doivent satisfaire pour être agréées par le Ministre, ainsi que les conditions de leur distribution, enregistrement et emploi.

Art. 18. Le Roi peut déterminer les livres, attestations, certificats, écriteaux, signes ou autres indications et documents, établissant ou attestant que les conditions fixées par la présente loi et ses arrêtés d'exécution sont réunies.

Art. 19. Le Service est chargé en particulier de tout examen sanitaire des animaux et produits animaux destinés à l'exportation, à l'importation et au transit et de délivrer les certificats de transport et de garanties sanitaires ayant trait à ces examens. Il peut prendre toutes les mesures utiles pour en vérifier l'état sanitaire.

CHAPITRE V. — Surveillance

Art. 20. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les agents judiciaires des parquets, par les membres de la gendarmerie, par les agents de la police communale, par les fonctionnaires du Service, par les médecins vétérinaires agréés désignés par le Ministre ainsi que par les fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises. Les personnes concernées qui n'auraient point prêté le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831, le prêteront devant le juge de paix.

Les procès-verbaux établis par ces agents de l'autorité font foi jusqu'à preuve du contraire; une copie en est notifiée aux auteurs de l'infraction dans les huit jours de la constatation.

Les mêmes agents de l'autorité ont, dans l'exercice de leurs fonctions, libre accès en tout temps aux abattoirs, usines, magasins, dépôts, bureaux, bateaux, bâtiments d'entreprises, étables, entrepôts, gares, wagons, véhicules, bois, terrains de culture et en friche, et aux entreprises situées en plein air.

Il ne peuvent procéder à la visite des lieux servant à l'habitation si ce n'est en vertu d'une autorisation du juge au tribunal de police.

Ils peuvent se faire communiquer tous renseignements et documents nécessaires à l'exercice de leurs fonctions et procéder à toutes constatations utiles.

Art. 21. Les agents de l'autorité visés à l'article 20 peuvent, en cas d'infraction, saisir les animaux ou biens qui forment l'objet de l'infraction ou qui ont servi à l'infraction ou qui ont été destinés à la commettre.

Lorsqu'il s'agit d'un animal pour lequel l'ordre d'abattage ou de mise à mort n'est pas exécuté, les agents de l'autorité doivent le saisir immédiatement où qu'il se trouve et le faire abattre ou mettre à mort sans délai. Pour cet animal, aucune indemnité prévue en exécution de l'article 8 ne peut être accordée.

Les animaux ou biens saisis peuvent, dans la mesure où les impératifs sanitaires établis par le Service le permettent, être vendus ou remis au propriétaire moyennant le paiement d'une indemnité; dans ce cas, il ne peut en être disposé que conformément aux instructions données par le Service.

La somme obtenue est déposée au greffe du tribunal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'infraction. Cette somme tient lieu des animaux ou biens saisis, tant en ce qui concerne la confiscation que la restitution éventuelle à l'intéressé.

A la demande du Service, les animaux ou biens saisis sont vendus, selon le cas, par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines ou par l'Administration des Douanes et Accises.

Lorsqu'il y a danger de contamination constaté par le Service, les animaux ou les biens saisis peuvent être immédiatement abattus ou détruits suivant les instructions du Service.

Art. 22. Le Service peut, par mesure administrative et pour une durée qui ne peut dépasser trente jours, saisir provisoirement des animaux ou des biens dont il présume la non-conformité aux dispositions des arrêtés pris en exécution de la présente loi aux fins de les soumettre à un examen. Cette saisie est levée par décision du Service, par expiration du délai ou par la saisie définitive conformément aux dispositions de l'article 21.

Art. 17. De Koning kan de regelen voor de registratie, het merken en de identificatie van de dieren en de veebeslagen bepalen. Hij bepaalt aan welke voorwaarden de identificatiestukken moeten voldoen om te worden aangenomen door de Minister, evenals de voorwaarden van hun verdeling, registratie en gebruik.

Art. 18. De Koning kan de boeken, attesten, getuigschriften, bordjes, tekens of andere aanwijzingen en stukken bepalen, waaruit moet blijken dat voldaan is aan de voorwaarden gesteld bij deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten.

Art. 19. De Dienst is in het bijzonder belast met het sanitaire onderzoek van voor uitvoer, invoer en doorvoer bestemde dieren en dierlijke produkten en met de afgifte van de daarop betrekking hebbende certificaten voor vervoer en sanitaire waarborgen. Hij kan alle nuttige maatregelen treffen om de sanitaire toestand ervan vast te stellen.

HOOFDSTUK V. — Toezicht

Art. 20. Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van de gerechtelijke politie wordt overtreding van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten aangespoord en vastgesteld door de gerechtelijke agenten bij de parketten, de leden van de rijkswacht, de ambtenaren van de gemeentelijke politie, de ambtenaren van de Dienst, de aangenomen dierenartsen door de Minister aangewezen en de ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen. Degenen onder hen die de eed voorgeschreven bij het decreet van 20 juli 1831 niet hebben afgelegd, moeten hem voor de vrederechter afleggen.

De door deze overheidspersonen opgemaakte processen-verbaal hebben bewijskracht tot het tegenbewijs is geleverd; een afschrift ervan wordt binnen acht dagen na de vaststelling ter kennis gebracht van de overtreders.

In de uitoefening van hun opdracht mogen dezelfde overheidspersonen slachthuizen, fabrieken, magazijnen, bergplaatsen, burelen, boten, bedrijfsgebouwen, stallen, stapelhuizen, stations, wagons, voertuigen, bossen, cultuur- en braakliggende gronden en de in open lucht gelegen bedrijven te allen tijde betreden.

Zij mogen de plaatsen die tot woning dienen slechts bezoeken met verlof van de rechter in de politierechtbank.

Zij kunnen zich alle voor het volbrengen van hun opdracht nodige inlichtingen en bescheiden doen verstrekken en overgaan tot alle nuttige vaststellingen.

Art. 21. De overheidspersonen bedoeld in artikel 20 mogen, in geval van overtreding, de dieren of zaken die het voorwerp uitmaken van het misdrijf of die gediend hebben tot of bestemd waren tot het plegen van het misdrijf, in beslag nemen.

Wanneer het een dier betreft waarvoor het bevel tot afslachting of afmaking niet wordt uitgevoerd, moeten de overheidspersonen het dier in beslag nemen, waar het zich ook bevindt en dit onmiddellijk doen afslachten of afmaken. Voor dit dier kan de ter uitvoering van artikel 8 bepaalde vergoeding niet worden verleend.

De in beslag genomen dieren of zaken mogen, voor zover zulks verenigbaar is met de sanitaire eisen door de Dienst vastgesteld, verkocht worden of tegen betaling van een vergoeding teruggegeven worden aan de eigenaar; in dat geval mag er slechts over beschikt worden overeenkomstig de onderrichtingen verstrekt door de Dienst.

De ontvangen som wordt op de griffie van de rechtbank gedeponeerd totdat over het misdrijf uitspraak gedaan is. Dit bedrag treedt in de plaats van de in beslag genomen dieren of zaken, zowel wat de verbeurdverklaring als wat de eventuele teruggave aan de belanghebbende betreft.

Op verzoek van de Dienst worden de in beslag genomen dieren of zaken verkocht, naargelang van het geval door de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen of door de Administratie der douane en accijnzen.

Bij besmettingsgevaar door de Dienst vastgesteld kunnen de in beslag genomen dieren of zaken onmiddellijk afgeslacht of vernietigd worden volgens de onderrichtingen van de Dienst.

Art. 22. De Dienst kan, bij administratieve maatregel, dieren of zaken waarvan hij vermoedt dat zij niet beantwoorden aan de bepalingen van krachtens deze wet genomen besluiten, voorlopig in beslag nemen voor een termijn van ten hoogste dertig dagen, ten einde ze aan een onderzoek te onderwerpen. Deze inbeslagname wordt gelicht bij beslissing van de Dienst of ten gevolge van het verstrijken van de termijn of door de definitieve inbeslagname overeenkomstig de bepalingen van artikel 21.

CHAPITRE VI. — *Sanctions*

Art. 23. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application éventuelle des peines plus sévères prévues par le Code pénal, est puni :

1^o d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de mille francs à dix mille francs ou de l'une de ces peines seulement :

a) celui qui omet ou qui empêche d'abattre ou de mettre à mort dans le délai fixé et dans le lieu désigné un animal dont l'abattage ou la mise à mort a été prescrit conformément à l'article 8;

b) celui qui omet ou qui empêche d'appliquer un traitement imposé, celui qui applique un traitement non autorisé ou interdit ou celui qui enfreint l'article 9, 6^o;

c) celui qui transporte des animaux ou les amène à un lieu de rassemblement lorsque le transport, la circulation ou le rassemblement d'animaux sont interdits conformément à l'article 9;

d) celui qui ramasse, transporte, importe, exporte, ou traite de la matière à détruire sans y être agréé conformément à l'article 14;

e) celui qui, en omettant d'observer les arrêtés pris en exécution de la présente loi, provoque la contagion d'autres animaux;

2^o d'une amende de cent francs à cinq mille francs :

a) le responsable ou les vétérinaires qui n'avertissent pas sur-le-champ l'autorité désignée lorsque la déclaration de toute existence ou de toute suspicion d'une maladie de animaux est imposée conformément à l'article 7;

b) le responsable qui, pour ses animaux, n'exécute ou ne maintient pas l'enregistrement et l'identification et qui ne produit pas les documents prescrits par les articles 17 et 18;

c) celui qui enfreint les dispositions des arrêtés pris en exécution de l'article 15;

d) celui qui n'exécute pas les mesures de nettoyage et de désinfection des bâtiments, véhicules et ustensiles, imposés conformément à l'article 9, 2^o;

e) celui qui omet de mettre, détériore, néglige, détruit ou enlève les écriteaux, signes ou autres objets imposés conformément à l'article 18;

f) celui qui enfreint les dispositions des articles 8, 4^o, 9, 1^o et 4^o, 12 et 13;

3^o d'une amende de vingt-six francs à mille francs;

a) celui qui, en infraction à l'article 10 enfouit des cadavres ou carcasses d'animaux ou parties de ceux-ci;

b) celui qui s'oppose aux visites, inspections, saisies, contrôles, prises de sang et d'urine, prélèvements diagnostiques et autres prises d'échantillons ou aux demandes de renseignements ou de documents faits par les agents de l'autorité visés à l'article 20 ou qui, sciemment, fournit des renseignements ou des documents inexacts.

§ 2. En cas de récidive dans les trois ans d'une condamnation antérieure pour une des infractions prévues au présent article, les peines fixées sont portées au double.

Art. 24. Les infractions aux dispositions de la présente loi ou aux arrêtés pris en exécution de la présente loi qui ne tombent pas sous l'application de l'article 23, sont punies d'une amende de dix francs à vingt-cinq francs.

En cas de récidive dans les deux ans d'une condamnation antérieure pour une infraction visé au premier alinéa, les peines fixées à l'article 23, § 1^{er}, 3^o, sont applicables.

Art. 25. Toutes les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal y compris le chapitre VII et l'article 85 sont applicables aux infractions visées au articles 23 et 24.

Art. 26. § 1^{er}. En cas de condamnation, le tribunal peut ordonner la confiscation ainsi que la destruction des animaux et biens saisis.

La confiscation et la destruction sont toujours ordonnées dans le cas où, sur avis du Service, la nature et la composition du bien l'imposent.

La destruction ordonnée par le tribunal se fait aux frais du condamné.

§ 2. Le tribunal peut, à charge du condamné, prononcer l'interdiction temporaire ou définitive du droit d'exercer des activités visées par la présente loi du droit d'exploiter un cheptel. L'infraction à cette défense est punie d'un mois à six mois d'emprisonnement et d'une amende de cent francs à deux mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

HOOFDSTUK VI. — *Sancties*

Art. 23. § 1. Onverminderd de toepassing, in voorkomend geval, van de strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek, wordt gestraft :

1^o met gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en met geldboete van duizend frank tot tienduizend frank of met een van die straffen alleen :

a) hij die nalaat of hij die verhindert, binnen de bepaalde termijn en op de daartoe aangewezen plaats, een dier waarvan het afslachten of afmaken overeenkomstig artikel 8 werd bevolen, af te slachten of af te maken;

b) hij die nalaat of hij die verhindert de opgelegde ziektebehandeling toe te passen, die een niet toegelaten of verboden behandeling toepast of die in overtreding met artikel 9, 6^o, wordt bevonden;

c) hij die dieren vervoert of naar een verzamelplaats brengt, wanneer overeenkomstig artikel 9 het vervoer, het verkeer of de verzameling van dieren verboden zijn;

d) hij die destructiemateriaal ophaalt, vervoert, invoert, uitvoert of behandelt zonder daartoe overeenkomstig artikel 14 erkend te zijn;

e) hij wiens verzuim de ter uitvoering van deze wet genomen besluiten na te leven, oorzaak is van besmetting van andere dieren;

2^o met geldboete van honderd frank tot vijftuizend frank :

a) de verantwoordelijke of de dierenartsen die niet onmiddellijk de aangewezen overheid waarschuwen, wanneer de aangifte van elk bestaan of elke verdenking van een dierenziekte is opgelegd overeenkomstig artikel 7;

b) de verantwoordelijke die, voor zijn dieren, de registratie en de identificatie niet uitvoert of handhaaft en de bescheiden voorgescreven bij de artikelen 17 en 18 niet voorgelegt;

c) hij die in overtreding wordt bevonden met de bepalingen van de besluiten genomen ter uitvoering van artikel 15;

d) hij die de reinigings- en ontsmettingsmaatregelen van gebouwen, vervoermiddelen en gebruiksvoorwerpen, opgelegd overeenkomstig artikel 9, 2^o, niet uitvoert;

e) hij die bordjes, tekens en andere voorwerpen opgelegd overeenkomstig artikel 18, nalaat aan te brengen, beschadigt, verwaarloost, vernietigt of verwijdert;

f) hij die in overtreding wordt bevonden met de bepalingen van de artikelen 8, 4^o, 9, 1^o en 4^o, 12 en 13;

3^o met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank;

a) hij die, in overtreding met artikel 10, kringen of karkassen of delen ervan indelft;

b) hij die zich verzet tegen bezoeken, inspecties, inbeslagname, controles, bloed-, urine- en diagnostische afnemingen en andere monsternemingen of verzoeken om inlichtingen of bescheiden door de overheidspersonen bedoeld in artikel 20 of die, wetens, onjuiste inlichtingen of bescheiden verstrekt.

§ 2. Bij herhaling binnen drie jaar na een vorige veroordeling wegens een der misdrijven bedoeld in dit artikel, worden de bepaalde straffen verdubbeld.

Art. 24. Overtreding van bepalingen van deze wet of van krachtens deze wet genomen besluiten, die niet onder de toepassing van artikel 23 valt, wordt gestraft met geldboete van tien frank tot vijftientwintig frank.

Bij herhaling binnen twee jaar na een vorige veroordeling wegens een in het eerste lid bedoelde overtreding, zijn in artikel 23, § 1, 3^o, bepaalde straffen toepasselijk.

Art. 25. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn op de in de artikelen 23 en 24 bepaalde misdrijven van toepassing.

Art. 26. § 1. In geval van veroordeling kan de rechtbank de verbeurdverklaring evenals de vernietiging van de in beslag genomen dieren en zaken bevelen.

De verbeurdverklaring en de vernietiging worden steeds bevolen wanneer, op advies van de Dienst, de aard en de samenstelling van de zaken dit vergen.

De vernietiging door de rechtbank bevolen geschiedt op kosten van de veroordeelde.

§ 2. De rechtbank kan, ten laste van de veroordeelde, tijdelijk of definitief verbod uitspreken van het recht bij deze wet bedoelde bedrijfheden uit te oefenen of van het recht om een veebeslag te exploiteren. Overtreding van dit verbod wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot zes maanden en met geldboete van honderd frank tot tweeduizend frank of met een van die straffen alleen.

Le tribunal peut, en outre, ordonner la publication du jugement dans un ou plusieurs journaux et son affichage aux lieux et pendant le temps qu'il détermine, le tout aux frais du condamné.

§ 3. Si une condamnation définitive constate à charge d'un médecin vétérinaire, une infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, le parquet adresse une copie de cette condamnation à l'Ordre des médecins vétérinaires ainsi qu'au Ministre.

Art. 27. § 1^{er}. Les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une amende administrative.

Le fonctionnaire verbalisant envoie au procureur du Roi le procès-verbal qui constate l'infraction ainsi qu'une copie au fonctionnaire désigné par le Roi.

§ 2. Le procureur du Roi décide s'il y a lieu ou non à des poursuites pénales.

Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôture.

§ 3. Le procureur du Roi dispose d'une délai d'un mois à compter de la réception du procès-verbal pour notifier sa décision au fonctionnaire désigné par le Roi.

Dans le cas où le procureur du Roi renonce à intenter des poursuites pénales ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé, le fonctionnaire désigné par le Roi, suivant les modalités et conditions qu'il fixe, décide, après avoir mis l'intéressé en mesure de présenter ses moyens de défense s'il y a lieu de proposer une amende administrative du chef de l'infraction.

§ 4. La décision du fonctionnaire est motivée et fixe le montant de l'amende administrative qui ne peut être inférieur au minimum de l'amende prévue par la disposition légale violée, ni supérieur au quintuple de ce minimum.

Toutefois, ces montants sont toujours majorés des décimes additionnels fixés pour les amendes pénales.

En outre, les frais d'expertise sont mis à charge du contrevenant.

§ 5. En cas de concours d'infractions, les montants des amendes administratives sont cumulés, sans que leur total puisse excéder le double du maximum prévu au § 4.

§ 6. La décision, visée au § 4 de cet article, est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Roi. Cette notification éteint l'action publique; le paiement de l'amende administrative met fin à l'action de l'administration.

§ 7. Si l'intéressé demeure en défaut de payer l'amende et les frais d'expertise dans le délai fixé, le fonctionnaire requiert la condamnation à l'amende et aux frais d'expertise devant le tribunal compétent. Les dispositions du Code judiciaire, notamment la quatrième partie, livre II et livre III, sont applicables.

§ 8. Il ne peut être infligé d'amende administrative trois ans après le fait constitutif d'une infraction prévue par la présente loi.

Toutefois, les actes d'instruction ou de poursuite faits dans le délai déterminé à l'alinéa 1^{er} de ce paragraphe en interrompent le cours.

Ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 9. Le Roi détermine les règles de procédure applicables en matière d'amendes administratives.

Les amendes administratives sont verées au compte spécial de la section particulière du budget du Ministère de l'Agriculture.

Art. 28. Le Roi peut fixer les mesures de contrôle destinées à assurer l'exécution des règlements pris en vertu de la présente loi ainsi que les retentions exigibles à cet effet.

CHAPITRE VII. — Dispositions diverses

Art. 29. Le Roi peut déléguer au Ministre l'exercice des pouvoirs prévus à la présente loi qu'il détermine.

Art. 30. Les attestations et les certificats visés par la présente loi peuvent, lorsqu'ils sont destinés à usage international, être dressés en plusieurs langues.

De rechtbank kan bovendien bekendmaking van het vonnis bevelen in een of meer dagbladen en de aanplakking ervan op de plaatsen en gedurende de tijd welke zij vaststelt, alles op kosten van de veroordeelde.

§ 3. Indien door een definitieve veroordeling ten laste van een dierenarts een overtreding wordt vastgesteld van de bepalingen van deze wet of van zijn uitvoeringsbesluiten, zendt het parket een copie van die veroordeling naar de Orde der dierenartsen en naar de Minister.

Art. 27. § 1. Overtreding van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan, maken het voorwerp uit van strafrechtelijke vervolgingen of van administratieve geldboeten.

De verbaliserende ambtenaar stuurt het proces-verbaal dat het misdrijf vaststelt, aan de procureur des Konings alsook een afschrift ervan aan de door de Koning aangewezen ambtenaar.

§ 2. De procureur des Konings beslist of hij al dan niet strafrechtelijk vervolgt.

Strafvervolgning sluit administratieve geldboete uit, ook wanneer de vervolging tot vrijpraak heeft geleid.

§ 3. De procureur des Konings beschikt over een termijn van één maand, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal, om van zijn beslissing kennis te geven aan de door de Koning aangewezen ambtenaar.

Ingeval de procureur des Konings van strafvervolgning afziet of verzuimt binnen de gestelde termijn van zijn beslissing kennis te geven, beslist de door de Koning aangewezen ambtenaar, overeenkomstig de modaliteiten en voorwaarden die Hij bepaalt, nadat de betrokkene de mogelijkheid geboden werd zijn verweermiddelen naar voor te brengen, of wegens het misdrijf een administratieve geldboete moet worden voorgesteld.

§ 4. De beslissing van de ambtenaar is met redenen omkleed en bepaalt het bedrag van de administratieve geldboete die niet lager mag zijn dan het minimum van de geldboete bepaald door de overtreden wettelijke bepaling, noch hoger dan het vijfvoudige van dit minimum.

Nochtans worden deze bedragen altijd vermeerderd met de opdeciemen vastgesteld voor de strafrechtelijke geldboeten.

Bovendien worden de expertisecosten ten laste gelegd van de overtreder.

§ 5. Bij samenloop van verschillende misdrijven worden de bedragen van de administratieve geldboeten samengevoegd, zonder dat deze samen hoger mogen zijn dan het dubbel van het maximumbedrag bedoeld in § 4.

§ 6. De beslissing bedoeld in § 4 van dit artikel wordt aan de betrokkene bekendgemaakt bij een ter post aangetekende brief, samen met een verzoek tot betaling van de boete binnen de door de Koning gestelde termijn. Deze kennisgeving doet de strafvordering vervallen; de betaling van de administratieve geldboete maakt een einde aan de vordering van de administratie.

§ 7. Blijft de betrokkene in gebreke de geldboete en de expertisecosten binnen de gestelde termijn te betalen, dan vordert de ambtenaar de veroordeling tot de geldboete en de expertisecosten voor de bevoegde rechtbank. De bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid die van het vierde deel, boek II en boek III, zijn van toepassing.

§ 8. Geen administratieve geldboete kan worden opgelegd drie jaar na het feit dat een bij deze wet bedoeld misdrijf oplevert.

De daden van onderzoek of van vervolging verricht binnen de in het eerste lid van deze paragraaf gesteld termijn stuiten de loop ervan.

Met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten aanzien van personen die daarbij niet betrokken waren.

§ 9. De Koning bepaalt de procedureregelen die toepasselijk zijn op de administratieve geldboeten.

De administratieve geldboeten worden gestort op de bijzondere rekening van de afzonderlijke sectie van de begroting van het Ministerie van Landbouw.

Art. 28. De Koning kan de controlemaatregelen vaststellen bestemd om de uitvoering te verzekeren van de krachtens deze wet genomen verordeningen, evenals de vergoedingen die hiervoor kunnen worden gevorderd.

HOOFDSTUK VII. — Diverse bepalingen

Art. 29. De Koning kan de uitoefening van sommige van de bij deze wet bepaalde bevoegdheden die Hij aanwijst, aan de Minister overdragen.

Art. 30. De bij deze wet bedoelde attesten en getuigschriften mogen, wanneer zij voor internationaal gebruik bestemd zijn, in meerdere talen gesteld worden.

Art. 31. § 1er. Les dispositions de la présente loi sont applicables en cas d'infraction aux règlements de la Communauté économique européenne relatifs à des matières que la présente loi fait relever du pouvoir réglementaire du Roi, et qui sont en vigueur dans le Royaume.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre dans le cadre de la présente loi toutes mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui découlent du Traité de la C.E.E. et des actes internationaux pris en vertu de ce Traité, ces mesures pouvant comporter l'abrogation et la modification de dispositions législatives.

Art. 32. § 1er. Sont abrogés :

- 1° les articles 319, 320 et 321 du Code pénal;
- 2° la loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaire des animaux et les insectes nuisibles, modifiée par l'arrêté royal du 14 août 1933, par la loi du 2 avril 1971 et par l'arrêté royal n° 426 du 5 août 1986 instaurant un Fonds de la Santé et de la production des animaux.

§ 2. Il est institué au Ministère de l'Agriculture un « Fonds de la santé et de la production des animaux », ci-après dénommé « le Fonds ». Ce Fonds a pour but d'intervenir dans le financement des indemnités, des subventions et autres prestations en ce qui concerne la lutte contre les maladies des animaux et l'amélioration de l'hygiène, de la santé et de la qualité des animaux et des produits animaux.

Le Fonds est alimenté par :

- 1° les cotisations obligatoires à charge des personnes physiques ou morales qui produisent, transforment, transportent, traitent, vendent ou commercialisent des animaux;
- 2° les allocations prélevées par arrêté royal sur les crédits inscrits au budget du Ministère de l'Agriculture en vue de l'octroi de subventions et d'indemnités, en respectant la destination de ces crédits tels qu'ils sont prévus au budget;

- 3° les contributions volontaires;
- 4° les recettes provenant des concours de la C.E.E. aux dépenses effectuées par le Fonds;
- 5° les amendes administratives visées à l'article 27.

Par dérogation aux règles régissant la comptabilité de l'Etat, les recettes et les dépenses du Fonds sont portées au compte spécial de la section particulière du budget du Ministère de l'Agriculture.

Le Roi, après avis du Conseil du Fonds, détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres le montant des cotisations obligatoires ainsi que les modalités de leur perception. Sans préjudice des sanctions visées au chapitre VI de la présente loi, le Roi détermine également les conséquences du non-paiement des cotisations obligatoires.

Sans préjudice des arrêtés pris en exécution des chapitres III et IV de la présente loi, le montant et les conditions des interventions du Fonds sont fixés dans le cadre de programmes annuels par le Ministre de l'Agriculture, sur la proposition du Conseil du Fonds.

En outre, le Conseil du Fonds donne son avis sur toutes les questions dont l'examen lui est confié par le Ministre et il peut lui soumettre toute proposition relative à l'exécution de la présente loi.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil du Fonds.

Un règlement spécial relatif à la gestion du Fonds est établi par le Roi sur la proposition conjointe du Ministre de l'Agriculture et du Ministre du Budget. Ce règlement peut déroger aux dispositions régissant la comptabilité de l'Etat en ce qui concerne l'engagement, la liquidation, le paiement et la justification des dépenses.

Si la cotisation obligatoire est perçue à charge de personnes qui transforment, transportent, traitent, vendent ou commercialisent des animaux ou produit animaux, elle est répercutée lors de chaque transaction jusqu'au stade du producteur.

Les sanctions visées au chapitre VI de la présente loi sont applicables à celui :

- qui ne paie pas la cotisation obligatoire ou qui ne paie pas la totalité de la cotisation dans le délai, ou
- qui pour échapper au paiement de la totalité ou d'une partie de la cotisation obligatoire s'oppose aux visites, inspections, contrôles ou demandes de renseignements ou de documents des agents de l'autorité prévus à l'article 20 de la présente loi ou qui, sciemment, fournit des renseignements ou communique des documents inexacts ou incomplets.

La peine est l'amende visée à l'article 23, § 1er, 2°.

Art. 31. § 1. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing bij overtreding van de verordeningen van de Europese Economische Gemeenschap die van kracht zijn in het Rijk en materies betreffen welke op grond van deze wet tot de verordeningbevoegdheid van de Koning behoren.

§ 2. De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit, binnen het toepassingsgebied van deze wet, alle vereiste maatregelen treffen ter uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit het E.E.G.-Verdrag en de krachtens dit Verdrag tot stand gekomen internationale akten, welke maatregelen de opheffing en de wijziging van wetsbepalingen kunnen inhouden.

Art. 32. § 1. Opgeheven worden :

- 1° de artikelen 319, 320 en 321 van het Strafwetboek;
- 2° de wet van 30 december 1882 op de diergeneeskundige politie en de schadelijke insecten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 augustus 1933, de wet van 2 april 1971 en het koninklijk besluit nr. 426 van 5 augustus 1986 tot instelling van een Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren.

§ 2. Bij het Ministerie van Landbouw wordt een « Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren » ingesteld, hierna « het Fonds » genoemd. Het Fonds heeft tot doel tussen te komen in de financiering van vergoedingen, toelagen en andere prestaties met betrekking tot de bestrijding van de dierenziekten en de verbetering van de hygiëne, de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke produkten.

Het Fonds wordt gestijfd door :

- 1° de verplichte bijdragen ten laste van de natuurlijke en rechtspersonen die dieren of dierlijke produkten voortbrengen, verwerken, vervoeren, bewerken, verkopen of verhandelen;
- 2° de bij koninklijk besluit geheven bijdragen ingeschreven in de begroting van het Ministerie van Landbouw met het oog op de toekenning van subsidies en vergoedingen en met inachtneming van de bestemming van deze kredieten, zoals ze op de begroting zijn uitgetrokken;
- 3° de vrijwillige bijdragen;
- 4° de ontvangsten voortkomend uit de deelneming van de E.E.G. in de uitgaven van het Fonds;
- 5° de administratieve geldboeten bedoeld in artikel 27.

In afwijking van de regelen inzake de Rijkscomptabiliteit worden de ontvangsten en uitgaven van het Fonds ingeschreven op de bijzondere rekening van de afzonderlijke sectie van de begroting van het Ministerie van Landbouw.

De Koning bepaalt, na het advies van de Raad van het Fonds, bij in Ministerraad overlegd besluit, het bedrag van de verplichte bijdragen, evenals de regels voor de inning ervan. Onverminderd de sancties bedoeld in hoofdstuk VI van deze wet bepaalt de Koning eveneens de gevolgen van het niet-betalen van de verplichte bijdragen.

Onverminderd de besluiten genomen ter uitvoering van de hoofdstukken III en IV van deze wet worden het bedrag en de voorwaarden van de tussenkomsten van het Fonds in het kader van jaarlijkse programma's bepaald door de Minister van Landbouw op voorstel van de Raad van het Fonds.

Bovendien geeft de Raad van het Fonds zijn advies betreffende alle vragen waarvan het onderzoek hem door de Minister wordt opgedragen en hij kan hem elk voorstel voorleggen betreffende de uitvoering van deze wet.

De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de organisatie, de samenstelling en de werkwijze van de Raad van het Fonds.

Een bijzonder reglement betreffende het beheer van het Fonds wordt door de Koning opgemaakt op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Landbouw en de Minister van Begroting. Dit reglement kan ten aanzien van de vastleggingen, de vereffening, de uitbetaling en de verantwoording der uitgaven afwijken van de bepalingen inzake Rijkscomptabiliteit.

Indien de verplichte bijdrage werd geïnd bij personen die dieren of dierlijke produkten verwerken, vervoeren, bewerken, verkopen of verhandelen, wordt zij doorberekend bij elke verkoopstransactie tot en met het stadium van de producent.

De sancties bedoeld in hoofdstuk VI van deze wet zijn van toepassing op degene :

- die de verplichte bijdrage niet betaalt of de volledige bijdrage niet tijdig betaalt, of
- die, ten einde te ontsnappen aan de betaling van het geheel of een deel van de verplichte bijdrage, zich verzet tegen bezoeken, inspecties, controles of verzoeken om inlichtingen door de in artikel 20 van deze wet bepaalde overheidspersonen of die wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen of documenten verstrekt.

De straf is de geldboete bedoeld in artikel 23, § 1, 2°.

§ 3. L'article 1er bis de la loi du 20 juin 1956 relative à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture, modifiée par l'arrêté royal n° 426 du 5 août 1986 instaurant un Fonds de la santé et de la production des animaux est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er bis. Le Fonds de la santé et de la production des animaux, visé à l'article 32, § 2, de la loi relative à la santé des animaux, ci-après dénommé le Fonds, peut intervenir dans le financement des indemnités, des subventions et autres prestations en ce qui concerne l'amélioration de l'élevage.

Les dispositions de l'article 32, § 2, de la loi relative à la santé des animaux sont applicables.

Sans préjudice des arrêtés pris en exécution de l'article 1er de la loi du 20 juin 1956, le montant et les conditions des interventions du Fonds, sont fixés, dans le cadre de programmes annuels, par le Ministre de l'Agriculture sur la proposition du Conseil du Fonds.

Les agents de l'autorité visés à l'article 3 de la loi du 20 juin 1956 ont la compétence de rechercher et de constater, en procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions au présent article ou aux arrêtés relatifs à la perception des cotisations obligatoires. »

§ 4. Les arrêtés réglementaires pris en exécution de la législation visée au § 1er, restent en vigueur jusqu'à leur abrogation explicite.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,
L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 87 — 731

2 AVRIL 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 février 1976 fixant les conditions auxquelles les prix et subsides alloués à des savants, des écrivains ou des artistes peuvent être immunisés des impôts sur les revenus et portant agrégation des institutions qui paient ou attribuent de tels prix et subsides (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 67, 2°, complété par la loi du 23 juin 1975;

Vu l'arrêté royal du 3 février 1976 fixant les conditions auxquelles les prix et subsides alloués à des savants, des écrivains ou des artistes peuvent être immunisés des impôts sur les revenus et portant agrégation des institutions qui paient ou attribuent de tels prix et subsides, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux des 15 décembre 1978, 7 mai 1979, 13 mars 1980 et 26 septembre 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant :

— que la liste des institutions agréées en vue de l'octroi de prix et subsides immunisés d'impôts doit être complétée par une nouvelle institution qui peut prétendre à l'agrément;

(1) Voir note page suivante.

§ 3. Artikel 1bis van de wet van 20 juni 1956 betreffende verbetering van de rassen van voor de landbouw nuttige huisdieren, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 426 van 5 augustus 1986 tot instelling van een Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1bis. Het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren bedoeld bij artikel 32, § 2, van de diergezondheidswet, hierna het Fonds genoemd, kan tussenkomen in de financiering van vergoedingen, toelagen en andere prestaties met betrekking tot de verbetering van de veeteelt.

De bepalingen van artikel 32, § 2, van de diergezondheidswet zijn van toepassing.

Onverminderd de besluiten genomen ter uitvoering van artikel 1 van de wet van 20 juni 1956, worden het bedrag en de voorwaarden van tussenkomsten van het Fonds, in het kader van jaarlijkse programma's bepaald door de Minister van Landbouw op voorstel van de Raad van het Fonds.

De in artikel 3 van de wet van 20 juni 1956 bedoelde overheidspersonen hebben de bevoegdheid de overtredingen van dit artikel of van de besluiten betreffende de inning van de verplichte bijdragen op te sporen en vast te stellen in processen-verbaal die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs is geleverd. »

§ 4. De verordenende besluiten genomen ter uitvoering van de in § 1 bedoelde wetgeving blijven van kracht tot aan hun uitdrukkelijke opheffing.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,
L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
J. GOL

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 87 — 731

2 APRIL 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 februari 1976 houdende de voorwaarden onder dewelke de prijzen en subsidies, toegekend aan geleerden, schrijvers en kunstenaars, van inkomstenbelastingen kunnen worden vrijgesteld en houdende erkenning van de instellingen die dergelijke prijzen en subsidies betalen of toekennen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 67, 2°, aangevuld door de wet van 23 juni 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 februari 1976 houdende de voorwaarden onder dewelke de prijzen en subsidies, toegekend aan geleerden, schrijvers en kunstenaars, van inkomstenbelastingen kunnen worden vrijgesteld en houdende erkenning van de instellingen die dergelijke prijzen en subsidies betalen of toekennen, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 december 1978, 7 mei 1979, 13 maart 1980 en 26 september 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

— dat de lijst van de instellingen, erkend voor het toekennen van belastingvrije prijzen en subsidies, moet worden aangevuld met een nieuwe instelling die op erkenning aanspraak kan maken;

(1) Zie noot volgende bladzijde.